

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/4  
10 septembre 2003

(03-4743)

**CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE**  
**Cinquième session**  
**Cancún, 10 - 14 septembre 2003**

Original: anglais

## QATAR

Déclaration de S.E. Cheikh Hamad Bin Faisal Al-Thani  
Ministre de l'économie et du commerce

Tout d'abord, je voudrais remercier le gouvernement mexicain d'accueillir la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce dans cette belle ville de Cancún. Je voudrais aussi vous féliciter, en tant que Président de la cinquième Conférence ministérielle, ainsi que vos adjoints, pour la préparation remarquable de cette réunion. En outre, nous souhaitons la bienvenue au Cambodge et au Népal, qui viennent de devenir Membres de l'OMC.

C'est un honneur et un privilège pour l'État du Qatar de participer à cet événement qui, il faut l'espérer, contribuera au progrès du Programme de Doha pour le développement en réduisant le fossé entre les différents blocs commerciaux.

Nous estimons qu'un succès du Cycle de Doha serait très constructif pour l'économie mondiale et bénéfique pour tous les Membres. Par conséquent, mon pays a pris la décision stratégique de continuer à travailler avec ses partenaires commerciaux pour faire en sorte que la mission de l'OMC soit accomplie et encore renforcée, surtout pour les pays en développement.

Promouvoir le commerce international a toujours été un élément essentiel de notre politique économique. Du fait de la libéralisation commerciale et de la réforme économique menées par le Qatar, le rapport annuel de la Banque mondiale indique que l'indice d'ouverture du Qatar en 2002 a été de 89 pour cent environ, ce qui est considéré comme l'un des plus élevés de la planète. Si le Qatar continue de promouvoir le commerce international en rendant son marché accessible à la plupart des biens et des services étrangers, nous attendons des autres nations qu'elles éliminent les obstacles au commerce pour les marchandises qui sont essentielles pour notre économie, en particulier les marchandises liées à la pétrochimie.

En ce qui concerne l'incidence du commerce sur l'environnement, le Qatar encourage l'utilisation de combustibles efficaces, émettant peu de carbone et de substances polluantes (comme le gaz naturel). Les ONG et les groupes de protection de l'environnement pensent, comme le Qatar, que des énergies propres ajoutent de la valeur à l'environnement mondial. Par conséquent, nous demandons à l'OMC de définir et de classer les biens et services, y compris les sources d'énergie, respectueux de l'environnement.

Il y environ deux ans, l'OMC a franchi une étape en lançant le Cycle de Doha. Le Programme de Doha pour le développement avait pour objet non seulement de supprimer les obstacles dans des secteurs économiques très protégés et d'établir de nouvelles règles régissant la mondialisation dans des domaines comme l'investissement et la politique de la concurrence, mais aussi, et c'est le plus important, d'aider les pays en développement et les pays les moins avancés. Par exemple, les mots "développement" et "en développement" apparaissent 63 fois dans la Déclaration de Doha.

Le gouvernement de mon pays se félicite de l'adoption par le Conseil général de la décision sur la mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique. Dans le même temps, nous pensons que l'OMC a un grand défi à relever pour arriver à un résultat satisfaisant en ce qui concerne les autres questions non réglées du Cycle de Doha comme l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, la mise en œuvre des Accords, les négociations sur le commerce des services et le traitement différencié pour les pays en développement et les pays les moins avancés.

Parce que les prochaines négociations commerciales portent sur des sujets socio-économiques complexes, nous demandons à l'OMC de continuer de fournir une assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés. L'assistance technique est vitale pour renforcer la capacité des nations en développement de négocier pendant les cycles de négociations commerciales et de libéraliser leurs institutions économiques. Dans le même temps, nous conseillons aux pays en développement de prendre très au sérieux l'assistance technique de l'OMC puisqu'elle contribue à améliorer leurs connaissances spécialisées. Par exemple, au Qatar, nous avons tiré profit de séminaires régionaux portant sur divers sujets commerciaux.

Nous demandons aussi aux Membres de l'OMC d'accélérer le processus d'accession des autres nations commerçantes qui veulent devenir Membres de l'Organisation. En particulier, nous sommes favorables à l'accession de l'Arabie saoudite, du Yémen, du Liban, du Soudan et de l'Algérie. Ces pays sont des partenaires commerciaux essentiels de presque tous les Membres de l'OMC. En outre, les réformes économiques récemment opérées par ces pays sont très constructives et positives pour l'économie mondiale. Nous pensons que ces pays peuvent être admis à accéder à l'OMC sans devoir prendre des engagements additionnels allant au-delà des dispositions des Accords du Cycle d'Uruguay.

Malheureusement, nous observons que les organisations gouvernementales régionales des pays en développement et des pays les moins avancés n'ont pas la possibilité de participer aux activités de l'OMC. En particulier, nous demandons à l'OMC d'accorder le statut d'observateur à la Ligue des États arabes. Celle-ci peut beaucoup contribuer à renforcer la capacité de ses membres de réformer leurs institutions économiques et libéraliser leurs politiques commerciales.

Enfin, nous souhaitons au Président de cette Conférence et à ses collaborateurs plein succès dans la coordination des activités qui s'y dérouleront; et nous nous réjouissons à l'idée de pouvoir contribuer à ce que cette importante Conférence soit fructueuse pour l'économie mondiale.

---